

21 NOVEMBRE 2018

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE),  
place du nucléaire dans le mix électrique

Le ministre de RUGY confirme l'existence de trois scénarios

Flash  
Info

Hier, une dépêche AFP indiquait que le Gouvernement planchait sur trois scénarios sur la place du nucléaire dans le mix électrique, dans un contexte où des annonces pourraient être faites par le Président de la République le 27 novembre. L'existence de ces scénarios vient d'être confirmée ce matin par le ministre de l'Énergie, M. de RUGY.

Sur la forme, FO Énergie et Mines s'étonne vivement de **l'absence de toute concertation avec les organisations syndicales** alors que les décisions à venir impacteront les salariés de notre secteur. Cela montre une nouvelle fois le peu d'intérêt du Gouvernement pour les relations avec les corps intermédiaires, avec les conséquences que chacun peut aujourd'hui constater...

Sur le fond, FO Énergie et Mines rappelle son désaccord constant avec l'atteinte d'un objectif de 50 % de part du nucléaire dans le mix électrique, lequel ne repose sur **aucune considération objective**.

L'objectif premier de toute politique publique en la matière doit reposer sur l'analyse de la contribution réelle des différents moyens de produire l'électricité à la lutte contre le réchauffement climatique.

De ce point de vue, **la montée en puissance des énergies intermittentes et la réduction de la part du nucléaire n'améliorent en rien le bilan CO<sub>2</sub> de notre pays.**

Mais d'autres éléments sont aussi à prendre en compte.

L'accélération du développement des **énergies renouvelables intermittentes génère des coûts élevés qui pèsent largement sur les ménages** – et donc sur leur pouvoir d'achat – comme l'a rappelé la Cour des Comptes dans un rapport publié au début de cette année. Cela **amplifiera en outre le déficit commercial** de notre pays particulièrement dans le photovoltaïque et **présente à terme des risques géopolitiques avérés** puisque ces énergies nécessitent des terres rares qui sont quasi exclusivement concentrées en Chine.

Autre conséquence, il y a un **risque sur la sécurité d'approvisionnement** de notre pays en l'absence de solution économiquement abordable en matière de stockage.

21 NOVEMBRE 2018

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE),  
place du nucléaire dans le mix électrique

Le ministre de RUGY confirme l'existence de trois scénarios

Flash  
Info

Face à cela, notre pays peut compter sur un parc nucléaire performant qui a contribué à faire de la France un des pays européens où l'électricité – hors taxes – est l'une des moins chères d'Europe et sur une filière, troisième filière industrielle de France, qui emploie 220 000 salariés.

C'est pourquoi FO Énergie et Mines considère qu'au point de vue économique, social et environnemental, la fermeture pour des raisons politiques d'une centrale nucléaire, à quelque moment qu'elle intervienne, serait une absurdité et **un gâchis pour notre pays, sa compétitivité et le pouvoir d'achat des Français**. FO s'y opposerait alors de toutes ses forces avec les personnels.

Pour FO Énergie et Mines, le nucléaire est une énergie d'avenir et il importe en conséquence pour maintenir les compétences de lancer un programme de construction de nouveaux réacteurs EPR.

La définition d'une politique énergétique doit être fondamentalement pragmatique, reposer sur les mérites respectifs des moyens de produire cette énergie et ne pas se diluer dans des objectifs politiques comme cela a été malheureusement le cas pour la centrale de Fessenheim, centrale considérée comme étant l'une des plus sûres de France par l'Autorité de Sûreté Nucléaire, et qui a été malgré cela sacrifiée comme totem offert aux ONG antinucléaires.

### Contact Presse :

Serge GIANORSI - Délégué Syndical Central FO à EDF

Tel. : 06 81 94 75 72